


LOCALE

Le vice-président du Medef est allé à la rencontre d'entreprises locales

 5 min

Quel est votre sentiment vis-à-vis des entreprises que vous venez de visiter ?

« Ce sont trois entreprises extrêmement différentes, que ce soit à Pamiers, dans la fabrication de peinture (AkzoNobel), la production de disques pour le machinisme agricole (Forges de Niaux) ou à Mazères, de la rénovation avec des produits extrêmement performants (R3S). Elles sont positionnées sur des marchés spécifiques et se distinguent de la concurrence internationale en ayant de véritables axes de valeur ajoutée forts, ce qui leur permet d'éviter d'être mises en concurrence ou comparées avec des produits chinois, indiens ou autres. C'est important, et cela nécessite des efforts en recherche et développement, qui sont coûteux. »

Pourquoi ces efforts sont-ils difficiles et coûteux à fournir ?

« En France, nous avons des difficultés à délivrer ces fameux permis et autorisations lorsque des entreprises mènent des recherches pour homologuer un produit, ouvrir un site ou l'étendre. Nous rencontrons des obstacles liés aux études à mener, aux démarches administratives, aux enquêtes publiques, aux contestations et aux recours judiciaires. Tout cela empêche d'avancer : c'est un frein industriel, un frein à la réalisation de projets dans notre pays. Je ne sais pas comment nous allons réussir à réindustrialiser la France si, à chaque fois qu'un projet industriel ou d'infrastructure est proposé, des oppositions émergent. Aujourd'hui, avec le stress géopolitique, nous avons absolument

besoin de capacités et de ressources. La puissance d'un pays repose aussi sur sa force économique et commerciale. »

Quel message êtes-vous venu passer aux entrepreneurs de l'Ariège ?

« Dans une période compliquée, certaines entreprises réussissent, et c'est le cas ici, en Ariège. Nous avons voulu mettre en lumière des exemples d'entreprises qui réussissent leur transformation, qui exportent, qui effectuent leur transition environnementale, mais qui rencontrent aussi des difficultés.

Nous savons que dans la région, un versement mobilité régionale va être instauré, ce qui représente des coûts supplémentaires, à un moment où la compétition internationale fait rage : l'administration Trump avance très vite, la Chine a des surcapacités et envoie en Europe de nombreuses exportations dans des conditions de concurrence pas toujours loyales. Nous sommes ici pour soutenir ces entreprises et affirmer que nous allons défendre leurs intérêts et porter leur voix face à ces difficultés.

Il est également essentiel de montrer que nous ne passerons pas notre temps à nous dénigrer et à affirmer que tout est perdu. Nous sommes des entrepreneurs, des chefs d'entreprise, et nous voyons des sociétés, comme celles en Ariège, qui doublent de taille en deux ans. Ce sont des exemples extrêmement motivants et enthousiasmants.

Vous êtes venus avec la présidente du Medef Ariège, qui est aussi présidente de la CCI, des industriels, des chefs d'entreprise, des élus, des députés et les services de l'État. En quoi est-ce important pour vous ?

« Ce dialogue, cet échange et ce partage sont essentiels. Cette journée nous permet d'être au plus près de l'écosystème ariégeois pour comprendre comment accélérer les choses. Beaucoup d'entreprises nous disent : « C'est trop

lent ! Obtenir des autorisations, des permis, construire un nouveau site prend trop de temps. Nous mettons trois ans là où nos concurrents portugais mettent trois mois. » C'est tout cela que nous essayons d'expliquer. »

Pensez-vous que le projet de loi de finances tel qu'il est présenté peut apporter des solutions à ces problèmes de lenteur ?

« Il n'apporte pas de solution en matière de lenteur. Il offre peut-être une seule garantie, celle de la stabilité du gouvernement, puisqu'il n'y a pas eu de censure. Nous avons vu que lorsqu'une censure a eu lieu, suivie d'une dissolution, il en a résulté une période de turbulences pour l'économie française. Les marchés ont été mis sous pression. Chaque année, nous devons rembourser la dette, et les créanciers qui prêtent à la France nous imposent des conditions de plus en plus strictes, avec des taux qui augmentent.

Ce budget a au moins permis d'offrir un peu de répit et de stabilité. Mais à quel prix ? Celui d'une solution de facilité : augmenter la fiscalité des entreprises. Cela représente treize milliards d'euros d'impôts supplémentaires, une surtaxe d'impôt sur les sociétés pour les grands groupes, ainsi qu'un alourdissement du versement transport/mobilité.

C'est un mauvais budget, car notre pays a surtout besoin d'une véritable réforme de l'État, des collectivités locales, des dépenses sociales et de notre système de retraite. Tout cela est très coûteux et pas toujours efficace. Nous sommes sur le podium mondial de la dépense publique et des prélèvements obligatoires. Ce modèle n'est plus viable dans un monde ouvert à la concurrence, ni dans une Union européenne où le marché intérieur est totalement libéralisé. »

Quentin Beilloin

En visite à Ariège, jeudi 20 février, Fabrice Le Saché vice-président et porte-parole du Medef partage son regard sur trois entreprises locales aux savoir-faire distincts. Il alerte sur les défis de la réindustrialisation en France et les obstacles réglementaires qui freinent l'essor des entreprises.

